

DREAL-PDL-Unité interdépartementale Anjou Maine
Rue du Cul d'Anon
49183 Saint Barthélémy d'Anjou
Mél : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

Saint Barthélémy d'Anjou, le 4 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PIGEON GRANULATS SAS

Zac du Coutier
72400 Cherré-Au

Références : 2023-263-INSP-RAP-NG-PIGEON-GRANULATS-VOUVRAY
Code AIOT : 0006305552

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement PIGEON GRANULATS SAS implanté La Grouas 72160 Vouvray-sur-Huisne. L'inspection a été annoncée le 18/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS SAS
- La Grouas 72160 Vouvray-sur-Huisne
- Code AIOT : 0006305552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de La Grouas à Vouvray sur Huisne est autorisée par l'arrêté préfectoral du 14 juin 2012 pour une durée de 20 ans avec une production maximale autorisée de 200 000 tonnes par an (moyenne de 148 000 tonnes). Le rythme d'exploitation actuel est d'environ 40 000 tonnes par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Phasage d'exploitation ;
- Sécurité des accès ;
- Circulation engins / véhicules légers, véhicules extérieurs ;
- Suivi des retombées de poussières atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

*

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Suite inspection 14/06/2016 - Organisation de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article Annexe 2	Sans objet
7	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 2.3.1	Sans objet
8	Émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
10	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 2.4.3	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements préliminaires.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	Sans objet
2	Registres et plans de carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet
3	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 1.1.5.2	Sans objet
4	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 2.4.2.2	Sans objet
5	Suite visite 14/06/2016 - Contrôles des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 3.5.4	Sans objet
9	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rythme d'extraction actuel est en deçà des 148 000 tonnes en moyenne prévu initialement par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cela génère un retard par rapport au phasage initialement prévu. Les accès sont à sécuriser. La circulation d'engins et véhicules légers ou extérieurs est à sécuriser. Le maintien en place des jauges Owen lors de campagnes de mesures de retombées de poussières est à surveiller.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Bornes
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Par rapport au plan de bornage du 14 mai 2014 présenté lors de la visite et par sondage, la présence des bornes sur le pourtour du site a été vérifié. 2 bornes ont été visualisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registres et plans de carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan d'exploitation a été mis à jour le 30 octobre 2023. Il est légendé et l'échelle est précisée. Celui-ci contient les informations prescrites par l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 1.1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'installation
Prescription contrôlée : La production annuelle moyenne est de 87 000 m³ soit 148 000 tonnes sur la période autorisée par le présent arrêté. La production annuelle maximale est limitée à 118 000 m³ soit 200 000 tonnes.
Constats : La production annuelle actuelle est en moyenne de 30 000 à 40 000 tonnes par an.
Type de suites proposées : Sans suite

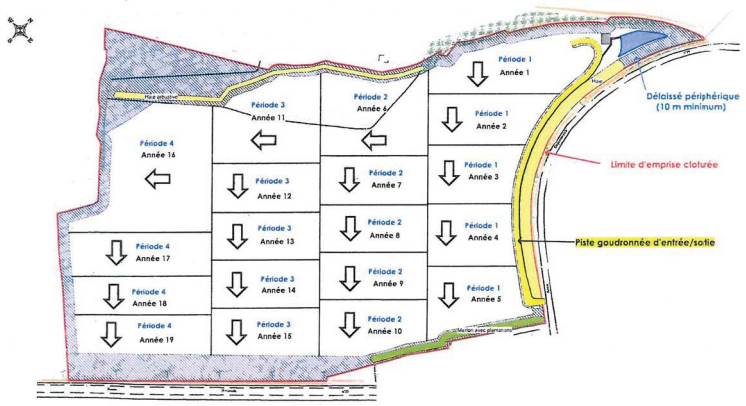
N° 4 : Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 2.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'installation
Prescription contrôlée : L'épaisseur maximale d'extraction est de 15,6 mètres. Le gisement n'est pas exploité sous la cote absolue d'extraction + 90 m NGF.
Constats : La côte d'extraction la plus basse est aujourd'hui à 101,94 m/NGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suite visite 14/06/2016 - Contrôles des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 3.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser dès l'ouverture de la carrière et ensuite tous les 5 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement après accord de l'inspection des installations classées. Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.
Constats : Lors de la visite réalisée en 2016, il avait été demandé de réaliser une campagne de mesure des émissions sonores en période représentative d'activité (le site fonctionne par campagne d'extraction). Le compte-rendu du 22 novembre 2022 relatif à la dernière campagne de mesure des niveaux sonores ne montre pas de dépassement des valeurs limites d'émissions sonores.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suite inspection 14/06/2016 - Organisation de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, phasage d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction est réalisée en 4 phases de 5 années chacune, conformément au plan de phasage d'exploitation et de réaménagement du site annexé au présent arrêté.</p> 
<p>Constats :</p> <p>L'extraction des matériaux est en décalage avec le phasage initial prévu du fait, notamment, d'un report d'environ 2 ans du commencement de l'exploitation du site.</p>
<p>Observations :</p> <p>Un porter à connaissance relatif à la mise à jour du phasage d'exploitation est attendu.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découvertes ou d'exploitation (...).</p>
<p>Constats :</p> <p>De part et d'autre du portail principal d'accès à la carrière, un accès piéton est possible du fait qu'il n'existe pas de clôture efficace jusqu'au merlon en place.</p>
<p>Observations :</p> <p>Sécuriser les accès en installant une clôture efficace conformément à l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 juin 2012.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance des émissions de poussières
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que la jauge en place à l'entrée du site était tombée. L'exploitant l'a remise en place.
Observations : Afin d'obtenir des résultats robustes, il convient de veiller au maintien en place des jauges lors des campagnes de mesures.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance des émissions de poussières
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : Le plan de surveillance est en place. La dernière campagne de mesure reprenant les mesures effectuées depuis 2016 ne montre pas de dépassement du seuil réglementaire de 500mg/m ² /jour. Les campagnes sont réalisées trimestriellement. Au vu des résultats, les campagnes deviendront semestrielles à partir de 2024.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 2.4.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Circulation des engins

Prescription contrôlée :

(...)

La circulation sur le site doit être aménagée de manière à séparer au maximum le trafic des transporteurs et des engins du trafic des particuliers qui accèdent au site pour l'enlèvement de matériaux.

Constats :

Une seule voie d'accès existe.

Elle dessert la zone de stockage des déchets inertes ainsi que l'accès vers la carrière. Celle-ci est commune pour tout véhicule circulant sur la carrière.

Il n'existe pas de plan de circulation à l'entrée du site.
--

Observations :

Sécuriser la circulation en mettant en place un plan de circulation et en séparant au maximum le trafic des véhicules sur site conformément à l'article 2.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 juin 2012.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
